

# **Demande de renseignements généraux**

**Étude des crédits 2019-2020**

## **CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

---

**Table des matières**

- 1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :**
  - a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés
- 2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :**
  - a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
- 3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**5. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**6. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

**7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

**9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :**

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

**12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des Ti pour les 10 dernières années.

**13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - au Québec;
  - à l'extérieur du Québec.

- 14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - d) les coûts d'acquisition des appareils;
  - e) le coût d'utilisation des appareils;
  - f) le coût des contrats téléphoniques;
  - g) les noms des fournisseurs;
  - h) le nombre de minutes utilisées;
  - i) le coût des frais d'itinérance;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
- 15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation :**
- a) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
  - b) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
  - c) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
  - d) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
  - e) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :  
le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
  - f) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
  - g) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
  - h) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
  - i) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
- r) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
- s) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2018-2019, le nombre de postes vacants.

**16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

- 18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2019-2020.
- 22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2019-2020.



23. **Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
  - a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;
  - b) par catégorie d'âge ;
  - c) prévisions pour 2019-2020.
24. **Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.**
25. **Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.**
26. **Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**
  - a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. **Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :**
  - a) coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.
28. **Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**
29. **Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**
  - a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.

- 30. Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :**
- a) la liste ;
  - b) le nom de la personne ;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes ;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat ;
  - e) le résultat du travail effectué ;
  - f) les échéances prévues ;
  - g) les sommes impliquées.
- 31. Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.**
- 32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :**
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai e indiquant, par demande, le temps de réponse.
- 33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :**
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**
- 35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**
- 36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.**
- 37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.**

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

49. **Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**
50. **Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**
51. **Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**
52. **Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**
53. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**
54. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.**
55. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**
56. **Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**
57. **Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
58. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
59. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**
60. **Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.**
61. **Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :**
  - a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

- 62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
- 63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.**
- 64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :**
- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
  - b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
  - c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
  - d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
  - e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
  - f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
  - g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en\$/tonne);
  - h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.1	2018-04-03 2018-04-05	Toronto	Participation au Tech Innovation Plateform	849,61\$	Isabelle Gaudet	Directrice
1.2	2018-04-09 2018-04-10	Toronto	Participation à une conférence sur les obligations vertes	1 830,17\$	Guillaume Pichard  Marie-Eve Bouchard	Directeur  Agente de recherche et de planification socio-économique
1.3	2018-05-01 2018-05-03	Toronto	Conférence sur le financement gouvernemental	2 387,17\$	Alain Bélanger  Guillaume Pichard	Sous-ministre adjoint  Directeur
1.4	2018-05-07 2018-05-11	Toronto	Participation au congrès annuel de Paiements Canada et à une journée d'échange	1 967,57\$	Véronique St-Hilaire	Directrice
1.5	2018-05-28 2018-05-31	St-John's (Terre-Neuve)	Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité	4 473,85\$	Marc Grandisson  Sonia Monnier	Sous-ministre adjoint  Avocate
1.6	2018-06-02 2018-06-05	Whitehorse	Rencontre du Continuing Committee of Officials (CCO)	6 451,82\$	Audrey Leclerc  Jean-Pascal Lessard  Francis Hébert	Directrice  Directeur  Directeur

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.7	2018-06-10 2018-06-12	Vancouver	Conférence sur le financement gouvernemental et rencontres avec des investisseurs financiers	4 149,19\$	Alain Bélanger	Sous-ministre adjoint
					Guillaume Pichard	Directeur
1.8	2018-06-17 2018-06-22	Londres (Angleterre)	Participation aux conférences "Euromoney" et "Environmental Finance Green Bonds" et rencontres avec des investisseurs financiers	9 677,34\$	Alain Bélanger	Sous-ministre adjoint
					Guillaume Pichard	Directeur
1.9	2018-06-25 2018-06-26	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances du Canada	5 361,34\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
					Dominic Cormier	Directeur adjoint de cabinet
					Luc Monty	Sous-ministre
					Pierre Côté	Sous-ministre associé
					Martin Guérard	Directeur général
1.10	2018-07-10 2018-07-13	Fredericton	Rencontre annuelle des emprunteurs provinciaux (coûts assumés en partie par Financement Québec)	2 197,39\$	Guillaume Pichard	Directeur
					Éric Deschênes	Directeur
					Julie Simard	Avocate

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.11	2018-07-29 2018-08-01	Charlottetown	39e Assemblée annuelle des contrôleurs financiers canadiens	3 288,39\$	Simon-Pierre Falardeau  Marie-Josée Cyr	Contrôleur des finances  Directrice
1.12	2018-09-25 2018-09-27	Halifax	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Infrastructure	2 894,31\$	Luc Monty  Martin Guérard	Sous-ministre  Directeur général
1.13	2018-09-27 2018-09-28	Ottawa	Séminaire sur la démographie, l'économie et les perspectives d'investissement au Canada	2 027,05\$	Vincent Vidal  Philippe Bériault	Directeur  Agent de recherche et de planification socio-économique
1.14	2018-10-16	Toronto	Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires	1 218,23\$	Francis Hébert  Nicolas Breton	Directeur  Agent de recherche et de planification socio-économique
1.15	2018-10-26	Toronto	Comité interministériel sur l'implantation d'un régime d'assurance médicaments pancanadien	2 120,06\$	Vincent Vidal  Jean Labbé	Directeur  Directeur
1.16	2018-11-14 2018-11-16	Toronto	Rencontre avec des représentants du gouvernement fédéral et d'autres provinces, ainsi que des représentants de la RBC et de Bloomberg	1 146,70\$	Guillaume Pichard	Directeur

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.



- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.17	2018-11-28 2018-11-29	Ottawa	Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité	1 772,11\$	Marc Grandisson  Luc Bilodeau	Sous-ministre adjoint  Directeur
1.18	2018-12-09 2018-12-10	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances du Canada	2 898,39\$	Eric Girard  Philippe Gougeon  Fanny Beaudry-Campeau  Pierre Côté  Martin Guérard	Ministre des Finances  Directeur adjoint de cabinet  Attachée de presse  Sous-ministre  Directeur général
1.19	2018-12-12 2018-12-13	Toronto	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des représentants d'institutions financières	3 879,57\$	Eric Girard  Philippe Gougeon  Pierre Côté  Alain Bélanger	Ministre des Finances  Directeur adjoint de cabinet  Sous-ministre  Sous-ministre adjoint
1.20	2019-01-21 2019-01-23	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur la politique du secteur financier (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Eric Stevenson	Sous-ministre adjoint
1.21	2019-01-22 2019-01-24	Ottawa	Rencontre annuelle de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) concernant le Fonds de la taxe sur l'essence	597,96\$	François Boilard	Agent de recherche et de planification socio-économique

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.22	2019-02-05 2019-02-06	Toronto	Rencontres avec des investisseurs financiers	1 477,19\$	Bernard Asselin  Guillaume Pichard	Directeur  Directeur
1.23	2019-02-19 2019-02-20	Toronto	Comité interministériel sur l'implantation d'un régime d'assurance médicaments pancandien (coûts assumés par Santé Canada)	0,00\$	Vincent Vidal	Directeur
1.24	2019-02-25	Toronto	Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires	1 078,08\$	Francis Hébert  Nicolas Breton	Directeur  Agent de recherche et de planification socio-économique
1.25	2019-02-27 2019-03-01	New York	Rencontre avec des investisseurs financiers	2 263,31\$	Guillaume Pichard  Bernard Asselin	Directeur  Directeur

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leur coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.26	2019-03-19 2019-03-20	Ottawa	Assister au huis clos des provinces et des territoires au budget fédéral 2019	4 239,62\$	Jean-Philippe Fournier  Marc Sirois  Martin Guérard  Jean-François Chauvette  Miary Ny Aina Rakotomaharo  Sébastien Pomerleau  Julien Delisle	Attaché politique  Sous-ministre associé  Directeur général  Directeur  Agente de recherche et de planification socio-économique  Agent de recherche et de planification socio-économique  Agent de recherche et de planification socio-économique

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :**

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

<i>Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2018-2019.</i>
---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)* au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation546.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation546.asp)

**Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2018-2019**

Projet	Objet	Fournisseur	Mode d'octroi	Dépenses 2018-2019
Plan économique du Québec Budget 2018-2019	Évaluation de la campagne publicitaire	Léger	Contrat de gré à gré	8 980 \$
				8 980 \$
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2018	Honoraire d'agence	Cartier <sup>(1)</sup>	Appel d'offres public du CSPQ	6 550 \$
		CSPQ <sup>(2)</sup>	Offre de services du CSPQ	655 \$
				7 205 \$
Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec	Évaluation des campagnes publicitaires	Léger	Contrat de gré à gré	8 980 \$
	Cotisation annuelle et partenariat financier	Question Retraite	Entente entre le MFQ et Question Retraite	20 000 \$
				28 980 \$

(1) L'agence de publicité Cartier a remporté en 2016 l'appel d'offres public portant sur la publicité du ministère des Finances. Le mandat de l'agence est de concevoir, créer, planifier, produire et superviser les campagnes publicitaires.

(2) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 10 % sur les honoraires et les coûts de production et de 5,88 % sur les placements médias.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)* au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation553.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp)

**Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**DÉPENSES POUR 2018-2019**

Type d'événement	But visé	Coûts (en \$)	Fournisseur
1. Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2018-05-22)	345	Bell
2. Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2018-11-02)	360	Bell
3. Conférence de presse	FinTech Montréal (2018-06-18)	140	Centre de services partagés du Québec (matériel)
4. Conférence de presse	Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2018 (2018-12-03)	13 920	Hilton Québec (location de salles, aménagement, électricité et restauration)
		10 779	Centre de services partagés du Québec (sonorisation et matériel)
5. Exposition Québec Mines 2018	Participation en tant qu'exposant pour présenter des mesures fiscales en lien avec le secteur minier (2018-11-20 au 2018-11-22)	148 —	Groupe ETR Centre des congrès de Québec
6. Activité de presse	Huis clos du budget 2019-2020 (2019-03-21)	105 360	Centre des congrès de Québec (location des salles, aménagement, sonorisation, éclairage et projection)
		64 298	Capital HRS inc. Traiteur

**Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :**

**Organisée par le ministère ou l'organisme :**

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 ; ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**Données par un professionnel ou une firme externe :**

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME**

Aucune somme n'a été dépensée en 2018-2019 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

**DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE**

Fournisseurs	But	Dépenses 2018-2019
Université Laval	Rendre les écrits accessibles aux non-experts	7 955 \$
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de français écrit	3 230 \$
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de rédaction stratégique en français	7 600 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)

**Q-6 La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) la nature de la formation ;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2018-2019 en matière de formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)



**Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**Pour le ministère :**

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2019 (en \$)
Académie du savoir	Services de formation en langue anglaise	22 000	6 810
C2 Innovations inc.	Services informatiques	24 000	3 104
David Rancourt	Services de révision linguistique	10 000	3 405
Halina Bukowiecki	Services de formation spécifique en langue anglaise	5 000	0
Judy Quinn	Services de révision linguistique	15 000	40
Libéo inc.	Services informatiques	5 916	5 916
Marketing Léger inc.	Services relatifs à la réalisation de sondage	8 980	8 980
Marketing Léger inc.	Services relatifs à la réalisation de sondage	8 980	8 980
Myriam Bourgault	Services d’aide aux employés	5 000	0
Nadoro gestion et technologie inc.	Services informatiques	8 820	8 820
Nadoro gestion et technologie inc.	Services informatiques	16 170	4 725
Pagui inc.	Services de réparation et d’installation des prises réseaux	10 000	1 285
Raymond Chabot Grant Thornton inc.	Services de vérification	12 000	10 000
Recyclage Vanier inc.	Services de destruction	5 500	500
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	3 500	3 500
Terranova Corporation Worlwide	Services de formation en ligne	2 710	2 710

**Pour le cabinet ministériel :**

Aucun contrat n’a été octroyé pour le cabinet ministériel.

*Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.*

**Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

**Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.**

*Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**PROJET – AUDIT DU SOMMAIRE DES DÉPENSES FINAL – ENTENTE RELATIVE AU FINANCEMENT DE BASE DU PLAN CHANTIERS CANADA (S210026112)**

Soumissionnaires	
1. Gestion Deloitte s.e.c.	
2. Morin, Desrochers, Beaulieu comptables professionnels agréés	
3. Raymond Chabot Grant Thornton & cie	
Soumissionnaire retenu :	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L.
Prix :	62 400 \$

**PROJET – ÉTUDE DU MODÈLE D’AFFAIRES SAQ (S210026232)**

Soumissionnaire	
1. Gestion Deloitte s.e.c	
2. Roland Berger Strategy	
3. PwC Management Services L.P.	
Soumissionnaire retenu :	PwC Management Services L.P.
Prix :	182 500 \$

**PROJET – SERVICES-CONSEILS EN ARCHITECTURE TECHNOLOGIQUE (S210026226)**

Soumissionnaires	
2. TechnoConseil Inc.	
Soumissionnaire retenu :	TechnoConseil Inc.
Prix :	128 240 \$

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu’aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

**Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

<i>La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>
---

**Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :**

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

*Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

**PROJETS INITIÉS EN 2018-2019**

Nom du projet : CF-012	Évolution des services en ligne du Contrôleur des finances
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	587,5 k \$
Coûts 2018-2019 en date du 28 février 2019	95,0 k\$
% de réalisation en date du 28 février 2019	16 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants	Aucune pénalité

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

**Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en \$)
Photocopies	108 925
Mobilier de bureau et ameublement	33 051
Décoration et l'embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de déplacements :	
— Frais de transport	122 506
— Frais d'hébergement	132 384
— Frais de repas	35 222
	290 112
Retraités et 25 ans de service	3 163
Budget Assemblée Nationale	10 094
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement <sup>(1)</sup>	
— au Québec	203 542
— à l'extérieur du Québec	—
	203 542

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

**Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**TÉLÉPHONES CELLULAIRES, BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS**

Objet	Total
Coût d'acquisition	2 445 \$
Coût d'utilisation (incluant les frais d'itinérance)	777 \$
Coût des contrats téléphoniques	50 358 \$
Coût de résiliation	0 \$

**ORDINATEURS PORTABLES, IPAD OU AUTRES TYPES DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES**

Objet	Total
Coût d'acquisition	3 030 \$
Coût d'utilisation (incluant les frais d'itinérance)	173 \$
Coût des contrats	7 903 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation554.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation554.asp)



**Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :**

- a) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principale de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

- o) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, le nombre de postes vacants.

RÉPONSE Q-15 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi au 28 février 2019 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	-	-	2	0,4%	63	11,4%	4	0,7%	-	-	69	12,5%
Hommes de 35 ans ou plus	9	1,6%	50	9,0%	130	23,5%	9	1,6%	1	0,2%	199	35,9%
Total - Hommes	9	1,6%	52	9,4%	193	34,9%	13	2,3%	1	0,2%	268	48,4%

Femmes de moins de 35 ans	-	-	-	-	44	7,9%	25	4,5%	-	-	69	12,5%
Femmes de 35 ans ou plus	3	0,5%	18	3,2%	149	26,9%	47	8,5%	-	-	217	39,2%
Total - Femmes	3	0,5%	18	3,2%	193	34,8%	72	13,0%	-	-	286	51,6%

Total hommes + femmes	12	2,2%	70	12,6%	386	69,7%	85	15,3%	1	0,2%	554	100%
-----------------------	----	------	----	-------	-----	-------	----	-------	---	------	-----	------

Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	-	-	2	0,4%	107	19,3%	29	5,2%	-	-	138	24,9%
Total Hommes + Femmes 35 ans et plus	12	2,2%	78	14,1%	279	50,4%	56	10,1%	1	0,2%	425	76,7%
Grand total	12	2,2%	80	14,4%	386	69,7%	85	15,3%	1	0,2%	554	100%

Personnes handicapées de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnes handicapées de 35 ans et plus	-	-	-	-	2	0,4%	2	0,4%	-	-	4	0,7%
Total	-	-	-	-	2	0,4%	2	0,4%	-	-	4	0,7%

Anglophones de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%
Anglophones de 35 ans et plus	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%
Total	-	-	-	-	2	0,4%	-	-	-	-	2	0,4%

Autochtones de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	1	0,2%
Autochtones de 35 ans et plus	-	-	1	0,2%	1	0,2%	-	-	-	-	2	0,4%
Total	-	-	1	0,2%	1	0,2%	1	0,2%	-	-	3	0,5%

Communautés culturelles de moins de 35 ans	-	-	-	-	11	2,0%	0	-	-	-	11	2,0%
Communautés culturelles de plus de 35 ans	-	-	2	0,4%	29	5,2%	4	0,7%	-	-	35	6,3%
Total	-	-	2	0,4%	40	7,2%	4	0,7%	-	-	46	8,3%

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 28 février 2019, incluant le Fonds de financement.

RÉPONSE Q-15 :

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel en 2018-2019.

(Les données proviennent du rapport EI de Sagir et incluent les assurances-salaire)

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 28 février 2019
Cadres et TES	324,9
Professionnels	2 805,3
Pers. de bureau et techniciens	1 087,0
Autre catégorie <sup>1</sup>	-
Total	4 217,2

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2018-2019.

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	7	19	30	26
Professionnels	115	155	87	54
Pers. de bureau et techniciens	49	32	12	3
Ouvriers	-	-	-	1
Autre catégorie <sup>1</sup>	34	-	-	-
Total	205	206	129	84

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2018-2019 (argent, vacances, etc.)

(Données fournies par le SAGIP en date du 17 mars 2019).

Catégorie de personnel	Nombre d’heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d’heures de travail compensées	Montant des heures compensées	Nombre d’heures de travail payées	Montant des heures payées
Professionnels	12 720	4 918	213 886 \$	7 803	420 460 \$
Pers. bureau et techniciens	3 400	1 728	46 716 \$	1 671	64 432 \$
Ouvriers	-	-	-	-	-
Total	16 120	6 646	260 602 \$	9 474	484 892 \$

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

<sup>1</sup> Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2018-2019.

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres et TES	64	53,5	103,5	396	589,5	158	44	9	103,5	121,5	44	22,5	1 709
Professionnels	268,2	267,4	526,9	1 421,8	2 694,9	457,1	240,7	151,9	331,3	526,3	139,3	102,8	7 128,6
Pers. de bureau, techniciens et ouvriers	68,2	95,6	141,7	429	573,2	104,8	68,5	21,5	65,1	89,2	25,8	18,4	1 701
Total	400,4	416,5	772,1	2 246,8	3 857,6	719,9	353,2	182,4	499,9	737	209,1	143,7	10 538,6

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2018-2019 par catégorie d'emploi.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
419	196	6	3

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

RÉPONSE Q-15 :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Effectifs réguliers par catégorie d'emploi 2018-2019		
Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres	12	-
Cadres	70	-
Professionnels	382	4
Personnel de bureau et techniciens	83	2
Ouvriers	1	-
Total	548	6

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Niveau expert	Niveau émérite	Total
135	20	155

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Années	Nombre d'employés
2018-2019	4

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2018-2019	12	-
Cadres		
2018-2019	89	-
Professionnels		
2018-2019	494	4
Personnel de bureau et techniciens		
2018-2019	114	2
Ouvriers		
2018-2019	1	-

Note : Nombre de postes autorisés et non autorisés, incluant le Fonds de financement.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**RÉPONSE Q-15 :**

**o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.**

*Le ministère a aboli 15 postes en 2018-2019 en prévision de la nouvelle cible déterminée par le SCT pour 2019-2020. Le ministère a respecté la cible d'effectif en 2018-2019.*

**r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**s) Le nombre de postes vacants.**

*En date du 28 mars 2019, on dénombre 106 postes vacants.*

**Q-16 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

**b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

9 remplacements pour 13 départs à la retraite pour l'année 2018-2019.

**c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

**d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

La Direction des ressources humaines n'a octroyé aucun contrat à des retraités de la fonction publique ou parapublique.



**Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d’eux :**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis  
Québec (Québec) G1R 5L3**

Superficie louée	12 705 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	3 344 617 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1987
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	22 566 \$

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5A1**

Superficie louée	5 283 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	1 112 228 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	98 109 \$

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook  
Québec (Québec) G1R 4J3**

Superficie louée	6 147 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	1 498 523 \$
Durée du bail	Depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	98 432 \$

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest  
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Superficie louée	819 m <sup>2</sup>
Coût annuel de location	329 496 \$
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagement	0 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation556.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation556.asp)

- Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis  
Québec (Québec) G1R 5L3**

Cabinet du ministre des Finances – Carlos Leitão et Eric Girard

Coûts d'aménagement	0 \$
---------------------	------

**CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest  
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Cabinet du ministre des Finances – Carlos Leitão et Eric Girard

Coûts d'aménagement	0 \$
---------------------	------

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

**Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :**

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD<sup>(1)</sup>**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Beaudry-Campeau	Fanny	Attachée politique	Montréal
Brisson-Morin	Marjorie	Employée de soutien	Québec
Charest	Véronik	Attachée politique	Montréal
Dolbec	Denis	Directeur de cabinet	Montréal
Fortin	Vickie	Attachée politique	Québec
Fournier	Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Gagné	Steve	Attaché politique	Sainte-Thérèse
Godin	Andrée	Attachée politique	Sainte-Thérèse
Gougeon	Philippe	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Pearson	Claudine	Attachée politique	Montréal
Pelletier-Dubé	Louis-Alexis	Attaché politique	Québec
Sonet	Samantha	Employée de soutien	Québec

(1) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

Période	Masse salariale autorisée
À compter du 19 octobre 2018	1 000 000 \$ (CT 220126 daté du 13 novembre 2018)

**Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :**

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – CARLOS LEITÃO<sup>(1)</sup>**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Caudron	Guillaume	Directeur de cabinet	Montréal
Cloutier	Audrey	Directrice des communications et attachée de presse	Québec
Desmarais	Dorothy	Employée de soutien	Montréal
Desmarais	Renée	Attachée politique	Montréal
Gasse	Dominique	Adjointe à la direction	Québec
Jeyabalaratnam	Gopinath	Attaché politique	Montréal
Lorrain	Lambert	Conseiller politique	Montréal
Murray	Samuel	Attaché politique	Montréal
Nachabé	Yann Yehia	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Opritian	Lucy	Attachée politique	Montréal

(1) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

Période	Masse salariale autorisée
Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 17 octobre 2018	840 000 \$ (CT 218233 daté du 31 octobre 2017)

**Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation555.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation555.asp).

**Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2019-2020.

<i>Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.</i>
---

**Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2019-2020.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>
---



**Q-24 Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.**

*Le ministère a aboli 15 postes en 2018-2019 en prévision de la nouvelle cible déterminée par le SCT pour 2019-2020. Le ministère a respecté la cible d'effectif en 2018-2019. Tous les postes abolis proviennent de la région de Québec, le ministère des Finances n'a pas de bureaux régionaux.*

**Q-25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.**

*Veillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.*

**Q-26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>a) Le nom de la personne : Stéphane Mercier</li><li>b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs</li><li>c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 193 434 \$</li><li>d) L'assignation initiale : Voir b)</li><li>e) L'assignation actuelle : Voir b)</li><li>f) La date de l'assignation hors structure : 3 avril 2018</li><li>g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Aucune</li></ul> |
|--|

**Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	American Economic Association	American economic review + licence	1 113
1	Brunico Communications Ltd.	Strategy	69
1	Carswell, une division de Thomson Reuters	Taxnet pro Qué & fed consumption tax library	2 643
1	Cedrom-Sni inc.	Eureka.CC	7 962
1	Communication Arts	Communication Arts	91
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	958
1	Consensus Economics inc.	Consensus forecasts	4 624
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 156
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 557
1	Courrier international	Courrier international	77
7	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada	1 225
5	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia	925
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Standards and Guidance Collection member Knotia	185
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia	355
12	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public	1 495
5	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	300
1	Devoir inc. (Le)	Devoir (Le)	280
4	Economist (The)	Economist (The)	1 224
1	Éditions Delisme inc. (Les)	Usito : dictionnaire en ligne	23
1	Éditions Juridiques FD inc. (Les)	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	131
4	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	570
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	82
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	244
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	260
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	82
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	680
2	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Accès à l'information - Loi annotée	330
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Droit transitoire civil - sources	85
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne	431
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Loi sociétés par actions du Québec	215
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Loi sur la fiscalité municipale annotée	280
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Tribunaux administratifs du Québec	377
1	Euromoney Institutional Investor PLC	Global Capital	32 135

**Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Fédération des Chambres immobilières du Québec	Série chronologique	288
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 497
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online subscription	967
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 829
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases lois et règlements du Québec	8 266
1	Globe and Mail (The)	Globe and Mail (The)	545
1	Gluskin Sheff + Associates Inc.	Breakfast with Dave (publication journalière traitant de l'économie mondiale et du secteur financier)	1 000
1	HAR, Harvard Business Publishing	Harvard Business Review	205
1	Hautes études commerciales - HEC Montréal	Revue Gestion	59
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 432
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 465
1	John Wiley & Sons Inc.	Canadian journal of economics = Revue canadienne d'économie	489
1	Journal de l'Assurance	FlashFinance.ca	125
1	Journal de l'Assurance	Journal de l'Assurance	35
2	Journal les Affaires	Affaires (Les)	120
1	Messageries Dynamiques	Journal de Québec (Le)	184
1	National Bureau of Economic Research inc.	NBER digest	3 179
14	Newspaper Direct	Press Reader	3 170
1	New York Times Digital	New York Times	244
1	New York Times (The)	New York Times	313
1	Publications du Québec	Tableau des modifications et Index sommaire	70
1	Soleil (Le)	Soleil (Le)	299
1	SOQUIJ	Express Travail (L')	700
1	Statistique Canada	Données sur heures travaillées	462
3	SurveyMonkey	SurveyMonkey	1 768
1	Thomson Reuters	Banking & finance Law Review	568
1	Université Laval	Cahiers de droit (Les)	160
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	151
2	Wolters Kluwer	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	507
3	Wolters Kluwer	Canadian Goods and services tax reporter	2 982

**Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégorie.**

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
7	Wolters Kluwer	Canadian Tax Library Plan with Tax Window Library & Tax Cases Archival - DVD & Internet	21 858
5	Wolters Kluwer	Collection APFF combo Impôt et taxes planification financière, retraite et succession - DVD	2 863
8	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec - DVD	9 479
3	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec, Taxes à la consommation - DVD	3 903
2	Wolters Kluwer	Guide fiscal CCH intégrée Collection fiscale - combo + DVD + internet	1 025
1	Wolters Kluwer	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ - DVD	1 442
2	Wolters Kluwer	Provincial Tax reports all provinces - DVD	7 602

**Q-28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

*Aucune somme n’a été déboursée à ces fins.*

**Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

**SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES**

([www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca))

Inclut aussi le site

**BUDGET**

([www.budget.finances.gouv.qc.ca](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca))

**b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**

2000-2001  
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

**c) Coûts de construction du site**

2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

**d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2018-2019
Infrastructure et maintien de l’environnement	1 800 \$
Sécurité entourant la mise en ligne du budget	1 600 \$
Hébergement annuel (cloud) et DNS	1 000 \$
<b>Total</b>	<b>4 400 \$</b>

**e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**

2006 – Réalisation à l’interne. Aucune refonte depuis 2006.

**f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

**g) Fréquence moyenne de mise à jour**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.





**Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels)– (suite)**

**SITE INTERNET D’ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC**  
[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

**b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**

IBM.

**c) Coûts de construction du site**

Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

**d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour**

Description	Dépenses 2018-2019
Hébergement et entretien (main-d’œuvre seulement)	23 940 \$
Sécurité du site Web (main-d’œuvre seulement)	2 376 \$
<b>Total</b>	<b>26 316 \$</b>

**e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**

Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 \$.

**f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

**g) Fréquence moyenne de mise à jour**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

**h) Responsable du contenu du site**

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

**Q-30 Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :**

- a) la liste ;
- b) le nom de la personne ;
- c) les mandats de chacune de ces personnes ;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat ;
- e) le résultat du travail effectué ;
- f) les échéances prévues ;
- g) les sommes impliquées.

<i>Veillez vous référer à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>
--

**Q-31 Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l’objet de la visite pour chacune d’entre elles et en précisant l’objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.**

*Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.*

**Q-32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :**

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

*L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.*

**Q-33 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :**

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

**b) Le coût (déplacements, etc.)**

*Nous n'avons aucune dépense pour les adjoints parlementaires en 2018-2019.*

Pour les autres sous-questions, elles semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

**Q-34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>
--



**Q-36 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-37 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.**

*L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.*

**Q-38 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-39 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

**ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2018-2019**  
(en milliers de dollars)

	2018-2019
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence	504 041

**INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2018-2019 – PART FÉDÉRALE**  
(en milliers de dollars)

	2018-2019 <sup>E</sup>
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures	467 370
Infrastructures de transport en commun	23 467
<b>TOTAL</b>	<b>490 837</b>

E : Estimé  
Note : Pour 2018-2019, les investissements estimés seront inférieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l'essence. Cette situation est notamment attribuable à des investissements plus élevés en 2017-2018. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

**Q-40 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.**

*En 2018-2019, 490 138 \$ ont été versés pour des primes au rendement et des bonis (personnel professionnel et fonctionnaire). Aucun boni n'a été versé au personnel d'encadrement.*

**Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Pour l'exercice financier 2018-2019, un montant total de 785 944 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.

**Q-42 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-43 Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

<i>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</i>
--



**Q-44 Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</i>
--

**Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté en 2018-2019, 6 comités interministériels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du ministère des Finances, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.	MFQ, RQ  MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers	MFQ
2) Crédit d'impôt pour le maintien à domicile des aînés	Ce comité a été créé pour examiner des pistes de solution en ce qui concerne la problématique de l'aide fiscale versée aux résidents de condos-services.	MSSS, RQ  MFQ représenté par M <sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique, et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des Politiques aux particuliers, ainsi que par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M <sup>me</sup> Isabelle Blanchet, coordonnatrice du même secteur	MFQ
3) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	<p>Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.</p> <p>Ce comité est concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEI est responsable.</p> <p>Ces comités sont supervisés par un comité directeur qui inclut des représentants des diverses organisations présentes.</p>	MFQ représenté par M <sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe, MELCC représenté par M. Éric Theroux, sous-ministre adjoint, MERN représenté par M. Marc Leduc, directeur général, MÉI représenté par M. Philippe Dubuisson sous-ministre associé et M. Richard Masse, directeur général, Conseil de gestion du Fonds vert représenté par M <sup>me</sup> Sylvie Chagnon, présidente-directrice générale, MFFP représenté par M. Alain Sénéchal, directeur général, SPN représenté par M. Jonathan Gignac, vice-président, et TEQ représenté par M <sup>me</sup> Dominique Deschenes, directrice générale.	MFQ, MELCC
4) Comité interministériel pour renforcer la transparence corporative (bénéficiaire ultime)	<p>Le comité de travail a été mis en place afin de proposer des mesures visant à renforcer la transparence corporative.</p> <p>Ces travaux sont reliés à diverses mesures prévues au Plan d'action pour assurer l'équité fiscale.</p>	MFQ, MESS, REQ  MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones.	MFQ

**Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
5) Comité interministériel sur la présence des sièges sociaux au Québec et le contrôle des entreprises québécoises	<p>Le comité a été créé afin de suivre la mise en œuvre des mesures annoncées dans le cadre du Plan pour que l'économie québécoise soit davantage une économie de dirigeants rendu public le 21 février 2017, et de s'assurer que ces mesures atteignent leurs objectifs.</p>	<p>MFQ MESI, MCE</p> <p>Le MFQ a été représenté par M. David Bahan, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État</p>	MFQ
6) Comité pour l'accès aux données	<p>Le Plan économique du Québec de mars 2017 a annoncé la mise en place d'un comité de travail afin d'élaborer un processus général d'accès à certains renseignements aux fins de recherche, notamment dans le domaine de la santé.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à une annonce au budget de mars 2018 et de mars 2019. Cette annonce prévoit la simplification du processus d'accès notamment par la mise en place d'un guichet de services pour les demandes d'accès des chercheurs.</p> <p>Les travaux du comité se poursuivront afin d'orienter et d'assurer l'évolution du processus d'accès, notamment par l'analyse des bonnes pratiques développées par les autres juridictions.</p>	<p>MSSS, MESI, RAMQ, ISQ, CAI, SAIRID</p> <p>Le MFQ est représenté par M. Bertrand Cayouette, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État</p>	MFQ

**Q-46 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-47 Coûts de reconduction des programmes existants :** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-48 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-49 Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.*

**Q-50 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.*



**Q-51 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.*

**Q-52 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.*

**Q-53 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).*

**Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.*

**Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.*

**Q-56 Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.*

**Q-57 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**a) Dépense totale (opération et capital)**

**Extraits de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2018-2019 du Ministère**  
(en milliers de dollars)

	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Provision	Total
Encadrement	—	189,7	1 046,4	—	4,0	—	1 240,1
Continuité	938,0	1 341,0	4 273,6	1 320,0	17,0	—	7 889,6
Projets	—	134,1	341,8	—	7,5	558,7	1 042,1
Grand total	938,0	1 664,8	5 661,8	1 320,0	28,5	558,7	10 171,8

	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total
Encadrement	—	1 240,1	1 240,1
Continuité	720,0	7 169,6	7 889,6
Projets	504,1	538,0	1 042,1
Grand total	1 224,1	8 947,7	10 171,8

**b) Grands dossiers en cours**

*Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).*

**d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**

*Veuillez vous référer à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.*

**Q-58 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*



**Q-59 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-60 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.**

*L'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.*

**Q-61 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :**

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

**Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**

<i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>
---

- Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Dépense totale en 2018-2019 :**

24 804 \$

**Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :**

Association de planification fiscale et financière du Québec (APFF)  
Association des archivistes du Québec  
Barreau du Québec  
Cercle finance du Québec  
CFA Institute  
Chambre des notaires  
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)  
Institut d'assurance du Canada  
Institut des auditeurs internes  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Société des actuaires  
Société québécoise d'évaluation de programme

**Q-63 La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-64 Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :**

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en\$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.*